

## La Chine aujourd'hui : les comptes ne sont pas apurés

La Chine continue à bouger rapidement. Et les changements en Chine, aussi considérables soient-ils, sont peu de chose en comparaison des bouleversements de l'image de la Chine maoïste dans le monde : le mythe révolutionnaire s'est effondré, au moins en Occident. Comment aborder cela ?

Ne pas hésiter, me semble-t-il, à aller aux tréfonds de la mystification. Et donc d'apurer les comptes ici. Car la Chine commence en Occident, et pour maints ex-thuriféraires dépités, ce pays grand comme toute l'Europe s'arrête tout près d'eux, se loge en entier dans l'espace de leur petit délire intellectuel et de leur grande ambition. On pourrait glisser, avec juste un petit mot méprisant, ironique ou rageur, selon les tempéraments. Mais non, il faudra y revenir, et même s'y appesantir, car toute l'extrême gauche est concernée par ce bilan.

Il faut le dire, quarante années après *la Révolution trahie* et ce constat lucide de l'écrivain, mais aussi grand bourgeois, Gide (*Retour d'URSS*), sans parler de bien d'autres analyses acérées sur le pays des soviets, l'aveuglement, la bêtise pour ne pas dire plus platement la prostitution des idées ont fonctionné à nouveau, cette fois-ci en faveur de la Chine. Une mystification que la Chine a tout mis en œuvre pour propager, mais que nombre d'intellectuels peu scrupuleux ou naïfs ont colportée sinon amplifiée.

Plus encore une certaine confusion s'est introduite dans nos têtes, à nous antistaliniens, héritiers d'un courant qui a pourtant

dénoncé, dès 1923 le processus de bureaucratisation en URSS. Nous aussi sommes contraints de revoir quelques-unes de nos belles certitudes. Il est en effet indispensable d'avoir le courage de réfléchir sur les explications données et de penser les points faibles des analyses, sans hésiter à creuser jusqu'à la racine de l'erreur ; racine qui est quelque part en nous, dans nos idées, dans nos pratiques, dans notre être social ou dans la réalité ambiante et pas, chez... Platon, ni même dans la propagande chinoise trop aveuglément acceptée.

La rapidité, la virulence même, des événements qui se sont succédés depuis le décès de Mao (septembre 1976) permet de répondre à plusieurs interrogations posées en 1976. Bien plus, autant la prudence était nécessaire devant les incertitudes, autant maintenant les évidences se bousculent.

### **La disparitions de la « gauche » bureaucratique : les limites du maoïsme**

Un mois à peine après la mort du père fondateur, la « gauche » (les maoïstes de la dernière période) est brutalement anéantie. Et avec quelle facilité ! Un coup de filet et les principaux animateurs — au tout premier plan Chiang Ching, la femme du défunt — se sont retrouvés en prison. On aurait pu malaisément faire un parricide mieux réussi, tant la « gauche » (la « bande des quatre ») s'était identifiée au timonier (le peuple chinois dit d'ailleurs la « bande des cinq »).

Et ce n'était que le début d'un ample mouvement de démaoïsation. En peu de temps s'effondrait, à l'extérieur, toute une maolâtrie occidentale. Quel triste lecture alors que les productions récentes des ex-dévots désabusés. Les derniers livres de Daubier et de Bettelheim font irrésistiblement penser au poème de Brecht au sujet de cette bureaucratie mécontente du peuple en révolte (l'insurrection de 1953 à Berlin-Est) qui décide de dissoudre le peuple et d'en élire un autre. Ici les amoureux transis dissolvent la Chine du réel, se détournent d'un pays indigne et veulent ériger une Chine différente : mieux vaut excommunier 900 millions de Chinois plutôt que de se remettre en question...

Le bilan effectif de cette « gauche » en Chine est aujourd'hui accablant. Ainsi Chiang Ching, figure de proue de ce courant, ce n'est rien d'autre que le Jdanov chinois, et par ailleurs une



intrigante haïe et crainte plus encore par le peuple que par ses nombreux ennemis dans le parti. En bon disciple de ce maître soviétique, elle avait développé tout ce qu'on pouvait trouver de plus opposé à l'épanouissement culturel, dans la lignée d'un réalisme socialiste borné et intolérant qui puise ses références et sa légitimité dans les « Causeries sur la littérature » prononcées par Mao à Yenan en 1942.

Une présentation exagérée ? Malheureusement non. Chiang Ching a dressé d'elle-même un portrait plus atroce, plus caricatural que celui que pourrait lui tracer le plus farouche de ses adversaires, dans les longs entretiens autobiographiques recueillis (en partie secrètement) par l'oreille (trop) complaisante de l'historienne américaine Roxanne Witke<sup>1</sup>. On voit surgir au fur et à mesure des confidences choisies le tableau d'une bureaucratie isolée, tirant son pouvoir de ses liens avec Mao, vivant en outre au milieu de privilèges matériels incroyables, tellement naturels à ses yeux qu'il ne lui vient même pas à l'esprit de les cacher devant sa biographe étrangère. Pire encore : ces centaines de pages de témoignage reflètent un monde de paranoïa bureaucratique, de mesquines revanches, d'ambition sans frein, d'étroitesse intellectuelle et de mensonges outrés, où l'on chercherait en vain le bout d'une idée ou d'une réflexion un peu consistante sur les problèmes de la révolution et de la société chinoises. Bettelheim obligé de constater, entre autres, l'évidence des privilèges matériels n'a qu'une seule réplique : les autres — Teng Hsiao-ping notamment — en ont autant, sinon plus. Sans doute, mais alors une seule conclusion honnête est possible : on ne sort pas plus avec la « gauche » qu'avec les autres fractions du parti de l'univers bureaucratique.

Pour le peuple chinois la « gauche » incarnait d'abord l'arbitraire bureaucratique, sinon la terreur policière d'un groupe très minoritaire, ne survivant que grâce à Mao, et qu'autant que ce dernier restait en vie. En fait, mise à l'épreuve, cette « gauche » ne méritait guère cette qualification, et encore moins celle d'antibureaucratique. A moins que les mots seuls suffisent... C'est elle, en effet, qui avait aidé ou s'était résigné à l'écrasement de l'extrême gauche de la Révolution culturelle et, plus généralement, de toute opposition et avait, de surcroît, accepté la restauration du parti, assurant ainsi sa survie et sa provisoire prospérité politique. Plus encore, elle avait tout fait pour prendre la tête du parti. Mais le lourd contentieux de la Révolution culturelle, le passé de radicalisme de la « gauche », largement illusoire et ne conduisant à aucun projet praticable, l'hostilité



de nombre de cadres brimés, humiliés même (on raconte, par exemple, que Ho Long l'un des plus prestigieux maréchaux de la Révolution chinoise est pratiquement mort de faim), et réapparus pourtant en force déjà avant 1976, tout cela laissait peu d'espoir aux ambitieux prétendants.

Mais il y a plus essentiel. Vivant à l'ombre du président, n'existant que par lui, la « gauche » est à la fois partie prenante et aussi victime de la contradiction essentielle du maoïsme : son impossibilité de concevoir (ce qui ressort très nettement de l'autobiographie de Chiang Ching) et d'imposer les conditions d'avènement, même progressive, d'une démocratie des travailleurs, qui soit autre chose qu'une caricature. Avec Mao, c'est la pesanteur de l'appareil — et souvent le gourdin ou le fusil de la répression — qui finissait par avoir le dernier mot. Et ce qui est un discours et une pratique ambiguë chez Mao (un antibureaucratisme bureaucratique) est devenu chez ses disciples un bureaucratisme d'autant plus violent et incontrôlé qu'il est minoritaire dans l'appareil et isolé du peuple. Et l'incantation d'une minorité, sûre de son bon droit de prescrire sa « juste lignée », débouche facilement sur l'oppression : il suffit de demander au peuple cambodgien...

Il se confirme (c'est la sinologie ango-saxonne qui avait mis cela en lumière) que non seulement la « gauche » n'avait pas de base de masse, mais plus encore, qu'elle était le secteur de l'appareil le plus détesté du peuple (depuis la disparition de Lin Piao), contribuant par contre-coup à rendre populaire Chou En-lai et ce bureaucrate à poigne qu'est Teng Hsiao-ping. Il n'est pas étonnant alors, et d'ailleurs attesté par tous les témoignages, qu'on assiste depuis plusieurs années à une très large dépolitisation de la population surtout de la jeunesse urbaine (la campagne chinoise n'ayant jamais été très politisée, en dehors de la réforme agraire). L'espoir de la jeunesse, des « jeunes éduqués » en particulier, l'infanterie de la Révolution culturelle, que le monde change avec les événements de 1966-67, s'est mué en une profonde désillusion devant le constat d'une société restée intangible, où la « gauche » soutenue par le président n'utilisait qu'un verbiage sans conséquence et n'hésitait pas à faire fonctionner une répression systématique (ne reculant pas devant la torture) ; où la « droite », c'est-à-dire la majorité de l'appareil, ne semble guère plus attirante pour les jeunes, mais apparaît comme moins dangereuse. N'oublions pas, en effet, que Kang Sheng, le chef de la sécurité et du système concentrationnaire pendant plusieurs décennies, était un des animateurs



de la « gauche » (sans être vraiment apparenté aux « quatre »), et qu'il en est partiellement de même de son successeur à la tête de la police, Hua Kuo-feng, devenu l'actuel président du parti.

Que l'évidence soit donc dite : une bureaucratie au discours (peut-être) de gauche n'est rien d'autre qu'une bureaucratie, ennemie du socialisme. Une leçon qu'il ne faut pas oublier, partout dans le monde.

### Une droite seulement droitière ?

La succession de Mao, de la promotion rapide et mystérieuse de Hua Kuo-feng à la remontée de Teng, et son arrivée au premier poste *de facto*, mais troisième en titre, dans le parti, n'a point été expliquée aux masses. On en est resté aux règles d'une bureaucratie secrète, méprisante et sourdement craintive à l'égard des masses, inlassablement invoquées par ailleurs. Et pourtant Teng, comme le défunt Chou En-lai, bénéficie d'une indéniable popularité, immense même, disent certains. Ce à quoi on assiste en effet ouvertement depuis 1976 c'est à un très large consensus entre la bureaucratie (tous les courants confondus à l'exception de la « gauche ») et les masses pour liquider les séquelles de la Révolution culturelle, cette grande espérance pour beaucoup qui s'est transformée en un cauchemar. Les raisons diffèrent mais sont néanmoins convergentes.

Pour la bureaucratie, il s'agit avant tout d'une volonté d'ordre, de stabilité, de protection contre les aléas de bouleversements qui n'ont certes pas remis en question le pouvoir bureaucratique, mais sont pleins de risques pour l'homme bureaucrate. On trouve aussi une réelle prise de conscience des difficultés croissantes de la société et de l'économie chinoises, très sous-estimées longtemps en Chine et ailleurs (encore que reconnues par certains Occidentaux plutôt à droite, à vrai dire) et qui, faute de solutions, pourrait plonger le pays dans de nouveaux soubresauts incontrôlables.

Pour le reste, des tensions sont perceptibles dans l'appareil chinois. Et si Teng est le vrai numéro un, les rivalités sont loin d'être éteintes. Chacun guette l'autre : à la première erreur... Pour certains, essentiellement autour de Teng et au niveau central, c'est le désir pressant de sortir le pays de l'arriération, de le développer rapidement, de répondre aux impasses de la société chinoise et d'en faire une grande puissance à part entière. C'est sans doute pour cette dernière raison que le



« modéré » Teng s'est lancé dans une mini-aventure militaire au Vietnam qui n'est pas sans risques divers.

Mais, l'essentiel pour Teng et son équipe, c'est d'obtenir la discipline sociale, de mieux contrôler la population, de reprendre en main l'appareil économique, singulièrement malmené depuis quelque temps, avec peut-être une certaine conscience de la nécessité d'une relative initiative des masses, favorable aussi à un dégel culturel après un long vide jdanovien. Il n'est pas exclu que Teng soit sensible à la nécessité d'une élévation du niveau de vie, précondition à une plus grande participation des masses à la vie économique (après des années de stagnation, commençant avant la Révolution culturelle mais maintenue après par la « gauche »). Toutefois la logique de ce courant, c'est globalement le renforcement des inégalités et des privilèges, ou peut-être tout simplement moins d'hypocrisie à cet égard (une franchise qui inquiète bien des bureaucrates). Car les témoignages actuels sur l'ampleur des privilèges avant comme après la Révolution culturelle, sont effarants.

La bureaucratie provinciale, pour sa part, plus près des réalités locales, subissant l'inertie paysanne qui déteint sur elle, semble mieux se reconnaître dans Hua Kuo-feng, lui-même cadre provincial qui est monté et a réussi à Pékin. Elle est très réticente à se précipiter dans de nouvelles aventures, fussent-elles celles qu'entraînerait un mouvement trop rapide en faveur des « quatre modernisations » (agriculture, industrie, science, armée). Et de l'armée qui joua un rôle essentiel, et souvent policier, dans le dénouement de l'imbroglio de la Révolution culturelle, et de façon continue dans la vie chinoise — sa présence au bureau politique est aujourd'hui presque aussi massive qu'au congrès de 1969, à la fin de la Révolution culturelle — on ne peut dire qu'une seule chose certaine : elle est tout particulièrement attachée à l'ordre, à la discipline rigoureuse du pays. Les cadres de l'armée sont de plus ce qu'on peut trouver de plus privilégié en Chine.

Quant aux masses, ce qu'elles veulent est simple : l'arrêt ou la limitation de l'arbitraire (un réel despotisme en fait), et l'élévation matérielle et culturelle (pour les urbains), culturelle (pour les ruraux) au lieu de la vie trop longtemps stagnante qu'elles ont connue. Elles exigent, de plus en plus hautement, des règles appliquées, une bureaucratie moins tatillonne et moins arrogante, et la cessation de la répression. En un mot une *légalité*. C'est là un aspect dédaigné par la « gauche », et par les maolâtres dans le monde, et trop sous-estimé (pendant trop



longtemps en tout cas) par la gauche antistalinienne (y compris le MR). Le peuple peut certes accepter le pouvoir bureaucratique — il est là, puissant. Qu'y faire ? — mais pas le despotisme sans limites qui s'abat sur toutes les couches de la population. Au-delà de clivages considérables entre les classes sociales, c'est une exigence minimum, qui rappelle la pression des citoyens soviétiques après la mort de Staline. Ce qui explique l'accord général pour en finir avec 10 ans de Révolution culturelle (1966-1976), une période perçue comme un épisode sanglant, sans effets bénéfiques, tragique en regard des espoirs engagés au départ par la jeunesse, et qui est ressenti comme responsable des désordres et d'une répression intenses et prolongés (on parle des 400 000 morts pendant la Révolution culturelle).

La conviction que l'équipe Teng peut et veut répondre à ces impératifs explique sa popularité, mais aussi la pression qui s'exerce sur elle et le risque si elle est incapable de faire face à ses engagements.

En attendant, et pour quelque temps, Teng a une bonne marge de manœuvre. La conséquence est pour le moins peu rassurante. On assiste en effet à la résurrection complète du parti d'avant 1966. Pire, ce sont les dirigeants de cette époque, aujourd'hui très vieux, qui occupent les premières places. Au point que le bureau politique chinois est une étonnante gérontocratie, une galerie de vieillards, où l'on a placé tout ce que l'on pouvait trouver d'anciens encore en vie, dont les quatre vénérables maréchaux encore de ce monde, la femme de Chou En-lai, pour symboliser la continuité, etc.

Mieux encore, les responsables récemment mis sur la touche par le renforcement du pouvoir de Teng sont de « jeunes » sexagénaires. Il est bien possible que l'autorité effective soit exercée par des cadres plus jeunes. Il n'empêche : comme renouvellement de la Chine, c'est peu démonstratif. Une certaine mise à l'écart de la jeunesse est d'ailleurs sensible à bien des niveaux : là aussi les comptes de la Révolution culturelle se règlent ; peut-être aussi qu'une Chine traditionnelle, sensible au prestige des « aînés », revendique ses droits...

L'insistance est placée sur le « bon » parti d'avant 1966, et même d'avant 1958 : le parti antérieur à la « folie » de la Révolution culturelle, d'avant l'irresponsable grand bond en avant ; un parti, une société et une économie qui ressemblaient fortement à ce que l'on trouvait dans l'Union soviétique stalinienne (en moins répressif, bien que...). Les incertitudes sont encore



trop grandes (y compris semble-t-il dans la tête de bien des dirigeants chinois) pour se lancer dans une aléatoire « tien annémologie »<sup>2</sup>.

Contentons-nous en ce moment de quelques questions et réflexions. Et d'abord cette interrogation centrale. Est-ce que le Liu Chao-chi de 1979 (le grand vainqueur posthume), qu'il s'appelle Teng, Hua ou un autre, a une situation lui permettant de stabiliser le pouvoir bureaucratique, situation que le Liu de 1966 n'avait pas ? Est-ce que la société chinoise, modelée pendant 30 ans par le PCC, peut être ramenée aux espoirs rassis et à la gourmandise de l'appareil, ou aux prétentions des planificateurs guère plus favorables aux masses ?

Pour une large part la réponse renvoie à l'exploration de la réalité chinoise d'aujourd'hui. Or des années de dissimulation de la part des Chinois, et de servilité des « amis de la Chine » ne facilitent pas la constitution d'un dossier honnête. Maintenant qu'une libération des esprits se manifeste, un constat objectif de la situation chinoise est envisageable (qui confirmera très vraisemblablement beaucoup d'éléments laborieusement recueillis par la sinologie anglo-saxonne, longtemps si honnie par toute l'extrême gauche). En attendant cet indispensable dossier, prenons quelques exemples.

Que peut-il y avoir derrière la frénésie d'achats technologiques et une ouverture du commerce qui va jusqu'à prendre des risques d'un lourd endettement ? Les délires d'une bureaucratie avide de puissance ? Peut-être. Une certaine logique qui rompt avec le projet maoïste d'autarcie économique ? Sûrement. Et pour cause. Car il y a d'abord un constat et une contrainte. La Chine ne peut se passer, sans grave risque, de la technologie des pays capitalistes développés, indispensable pour rattraper un retard qui avait plutôt tendance à s'accroître ; nécessaire aussi, par exemple, pour atteindre le volume d'engrais devant permettre une croissance agricole, trop limitée jusqu'à présent. Et comme la pratique économique montre que l'élévation de la production d'engrais à partir des nombreuses usines autochtones, à faible technologie, est insuffisante (sans parler des problèmes de qualité), il a fallu importer des usines « clé en main » pour faire l'appoint. Et vite. Et cher. Il se confirme d'ailleurs que l'agriculture est un très grave problème : des autorités chinoises ont admis récemment que les rendements agricoles s'échinent à suivre la progression démographique, et ne la dépassent que de peu (certaines sources chinoises vont jusqu'à prétendre que le niveau d'alimentation ne s'est pas amélio-



ré depuis 1955, mais c'est là peut-être une exagération due à des réglemets de compte). Cela aussi confirme les avis des experts anglo-saxons : rendons donc à César...

Je pense qu'il est difficile de mesurer en Occident ce que ces informations impliquent. D'abord un niveau nutritif médiocre (300kg de céréales par habitants, contre plus d'une tonne aux USA ; mais il est vrai tout au plus 200 kg au Indes). Mais surtout on est en présence d'un monde chinois qui reste désespérément à dominante campagnarde arriérée. L'enjeu est décisif. La séparation ville-campagne est en effet plus grave que ce que l'on croyait : c'est vraiment deux univers séparés qui ne s'apprécient guère. Le rejet des jeunes citadins éduqués, obligés par millions de croupir (il n'y a pas d'autres mots) à la campagne, est proportionnel à la méfiance sinon l'hostilité déclarée des paysans à l'égard de ces citadins, peu dégourdis manuellement, inassimilables à la vie rurale. Là aussi il ne reste rien des illusions sur l'harmonie ville-campagne si fréquentes pendant la Révolution culturelle, on ne trouve plus que le désarroi de millions d'éduqués qui veulent à tout prix fuir la campagne, rentrer en ville. Ces éduqués manifestent une haine contre les campagnes ressenties comme rétrogrades, comme un monde éternisé, sans avenir. Des millions qui ont en majorité rejeté le maoïsme, mais qui sont probablement plus marxistes que Marx dans leur opposition méprisante à l'égard de ce qu'ils perçoivent, eux aussi, comme un idiotisme campagnard.

Plus grave encore : autant les initiatives du courant Teng sont nombreuses concernant l'industrialisation, les villes, l'éducation, autant celles relatives à l'agriculture sont prudentes, incertaines. Ainsi, le devenir de l'agriculture chinoise et le sort des ruraux (encore près de 80 % de la population totale) reste le grand défi pour tout projet bureaucratique comme pour toute tentative socialiste authentique.

Rompre la séparation ville-campagne, c'est une conception juste, qui a même enthousiasmé des millions de jeunes Chinois, jusqu'à ce qu'ils se rendent compte qu'en fait de rapprochement, c'était plutôt d'une ruralisation de la Chine qu'il s'agissait ; que la Chine retardataire saisisait la Chine avancée pour la freiner, sinon la bloquer...

Prenons encore le problème de l'enseignement. On ne peut nier que la remise en question du système scolaire traditionnel par Mao se fonde sur des considérations justifiées et même de bon sens, en insistant notamment sur le risque élitaire et le dan-



ger de la séparation du travail manuel et intellectuel. Sa critique était tout aussi pertinente lorsqu'elle mettait en évidence les aspects sclérosés de l'enseignement dans la pire continuité mandarinale. Et pourtant, est-ce seulement, ainsi que le pense Bettelheim, en vue de consolider la nouvelle « bourgeoisie rouge », que l'on en revient au système traditionnel, sélectif, élitaire, terroriste (surtout maintenant que des enseignants humiliés peuvent exercer leur revanche) et que l'on veut 800 000 « savants » (experts) d'ici 1985. Sans doute, pour une bonne part. Mais en grande partie aussi cela découle de l'échec de la réforme précédente, où l'on assistait à une grave déqualification des études et à la formation d'étudiants plus « rouges » (travaillant plus les textes politiques, moins d'ailleurs par conviction que par conformisme obligé) qu'« experts ». De ce fait il manque des cadres compétents, ouverts, capables de s'adapter et de maîtriser des situations variées (y compris assimiler la technologie étrangère pour lever le plus rapidement possible l'hypothèque de la dépendance). Dans ce cas aussi, il y a rencontre entre les aspirations de la bureaucratie (qui n'aura aucune peine à placer ses enfants parmi les étudiants sélectionnés) et les contraintes de la société chinoise. Moins d'ailleurs les contraintes en soi, que celles qui découlent de l'incapacité du maoïsme à concrétiser son projet, à en faire autre chose qu'un bavardage creux, laissant intacts et même accentuant les problèmes.

### **Mao et Teng : les deux Krouchtchev chinois**

Il me semble que l'histoire chinoise contemporaine a produit deux Krouchtchev : Mao et Teng. Le Krouchtchev russe, celui du réel, pas celui des fantasmes chinois, n'est en rien un restaurateur du capitalisme : c'est un bureaucrate problématisé par la bureaucratie et le passé stalinien sanglant, c'est-à-dire qui prend conscience des blocages de la société. Et qui essaye de débureaucratiser par des mesures d'en haut, donc une débureaucratization bureaucratique. C'est un dirigeant qui, au grand effroi de ses pairs, rue dans les brancards, sans se donner les moyens d'une lutte antibureaucratique efficace, qui serait sa propre négation. Et de ce fait échoue. Les successeurs tentent de stabiliser le pouvoir sans réussir à enrayer les maux d'une société perclue de bureaucratisme.

Pour la Chine, au-delà de différences importantes, rien n'est



plus frappant que de comparer Mao et Teng. L'un et l'autre se sont précipités au même âge, à 73 ans (Mao en 1966, Teng en 1977), dans une énergique remise en cause du passé. L'un et l'autre sont des hommes pressés qui agissent avec la même énergie tranchante, la même volonté de tout bousculer, le même désir de marquer de leur empreinte le devenir chinois, et qui manifestent le même franc-parler truculent, sans équivalent dans une bureaucratie habituée à un langage de bois codé. L'un et l'autre répandent du poste central des directives que tout le monde se doit d'appliquer mais qui, en fait, ne sont que partiellement mises en œuvre, largement détournées dans le cas de Mao, et l'avenir dira ce qu'il en sera pour Teng (déjà certains de ses appels visant à favoriser une initiative des populations restent lettres mortes) ? Tout cela n'est pas sans rappeler aussi le défunt dirigeant soviétique.

Ce qui limite toutefois la possibilité de stabilisation bureaucratique, et fait le contraste entre Teng et Mao, est que ce dernier a laissé en héritage, je crois volontairement, une fois qu'il avait compris que son projet allait échouer, — une société trop complexe, trop contradictoire, pour pouvoir être ramenée facilement dans le cadre médiocre et autoritaire des nouveaux patrons de la bureaucratie. Le projet *antibureaucratique bureaucratique* de Mao a avorté, son legs sera peut-être d'empêcher que le dessein bureaucratique de Teng ne puisse réussir...

## La réhabilitation posthume de Chen Tu-hsiu

Les événements récents sont une consécration, non reconnue, d'un personnage important de la Chine du XX<sup>e</sup> siècle célèbre en son temps, oublié ou vilipendé aujourd'hui : Chen Tu-hsiu. Lui qui fut le plus prestigieux intellectuel chinois du premier quart du siècle, le fondateur du Parti communiste chinois et un des créateurs du trotskysme dans ce pays. Ce qui caractérise son œuvre de démocrate radical avant 1920, pour une part son activité de dirigeant du PCC entre 1921 et 1927, dans une large mesure son action de « trotskyste » chinois de 1929 à 1933 (après il est en prison), et très certainement ses réflexions de démocrate socialiste à la fin de sa vie (après sa libération de prison et son éloignement du trotskysme, il meurt dans la solitude et l'indifférence en 1942), et le distingue de tous les grands animateurs du mouvement communiste chinois, c'est sa conviction que le socialisme ne présuppose pas seulement une indus-



trialisation puissante, mais implique aussi et surtout une société civile active, des classes dynamiques, au moins au niveau urbain. Plus encore, surtout après 1929, il rejetait l'idée d'une substitution sociale (comme l'est sur une très grande échelle l'action du PCC) présentée comme contrainte objective en Chine pour accéder au socialisme. Cette vérité d'évidence, refoulée en Chine jusqu'à présent, laborieusement acquise par le marxisme en Occident, est justement le cri et même le défi que lancent en Chine actuellement des secteurs de la jeunesse urbaine. Même si cette révolte, cet appel à la légalité est pour une part manipulé par des intérêts bureaucratiques (et notamment, dit-on, par Teng qui s'en sert comme moyen de pression sur ses adversaires), pour l'essentiel c'est la revendication juvénile, féroce et sans illusion d'une nouvelle poussée d'auto-activité de secteurs urbains, comme cet autre jaillissement, il y a tout juste 60 ans (les événements du 4 mai 1919) qui sert à la fois de point de départ nouveau à l'histoire chinoise, de prémices à la création du Parti communiste, et qui a aussi contribué à populariser les idées et la personnalité de Chen Tu-hsiu.

A l'époque, comme de nos jours, la ville se bat comme une force d'avant-garde qui rejette l'arbitraire ; mais c'est aussi, il faut le dire, le désir de ne pas subir l'arriération chinoise, de profiter au plus vite d'avantages qui ne peuvent être octroyés dès maintenant à la majorité chinoise, compte tenu de la pauvreté du pays.

De ce point de vue, à l'instar de toutes les revendications urbaines en Chine, c'est un mélange de radicalisme qui prend en compte les revendications de toute la population (la légalité), et un appel à des privilèges (limités mais réels) pour les secteurs urbains déjà favorisés. Dans ce cas-là aussi un discours proclamant l'harmonie naturelle de toutes les couches de la population exploitée doit être abandonné au profit d'un regard plus lucide sur les ambiguïtés des revendications des groupes sociaux (surtout si on allait plus en profondeur en observant les réalités de la classe ouvrière, y compris la présence indéniable d'une aristocratie ouvrière passablement égoïste, si les informations reçues se confirment).

## **Victoire et défaite de Trotsky**

Il me semble que l'on n'a pas assez insisté dans nos milieux sur le fait évident que les événements depuis trois ans en Chine



représentent une éclatante revanche posthume pour Trotsky, autant qu'un défi à ses convictions internationalistes qui sont toujours les nôtres. Il se trouve en effet un aspect massif dans le rejet du projet maoïste : c'est l'aveu implicite mais net qu'il est impossible de construire le « socialisme dans un seul pays », que l'autarcie économique et sociale est une illusion dérisoire. Tout le débat sur l'ouverture des échanges économiques, sur l'achat de technologie, sur l'envoi d'étudiants à l'étranger, etc. a cet arrière-fond manifeste : le pays le plus peuplé du monde, et l'un des plus pauvres, ne peut pas, je ne dirais même pas devenir socialiste, mais même connaître un développement continu, prolongé, efficace, en autarcie économique. Quel sera le prix économique, social et politique de ce constat reculé seulement par le poids passager de la « gauche » bureaucratique, c'est là un enjeu essentiel sur lequel il faudra revenir longuement, et de façon argumentée, si l'on veut dépasser les appréciations à l'emporte-pièce. On ne tardera pas à être au courant des grandes options de la direction Teng. D'ores et déjà, tout ce qu'elle est obligée de changer dans le projet maoïste est une confirmation frappante des arguments longuement détaillés par Trotsky il y a plus d'un demi-siècle (notamment dans *l'Internationale communiste après Lénine*, 1928) sur l'impossibilité du socialisme en un pays disposant pourtant d'un potentiel économique plus favorable que celui de la Chine (qui avait en 1952-1953 une capacité industrielle à peu près égale à celle de l'URSS en 1927-1928, mais avec quatre fois plus d'habitants ; la plus basse récolte de céréales de toute l'histoire de l'URSS donne encore une quantité de céréales par habitant plus élevée — d'au moins un tiers — que le résultat le plus spectaculaire obtenu en Chine populaire).

Mais derrière cette consécration éclatante (bien entendu non reconnue) gît une défaite non moins significative, ou pour le moins d'inquiétantes questions. Car si il y a bien un aspect que Trotsky craignait et combattait, mais dont il ne prévoyait pas la force persistante et même croissante, c'est la logique du nationalisme révolutionnaire : la combinaison entre un processus de rupture anticapitaliste et de nationalisme exacerbé, se revendiquant de la tradition marxiste et bolchévique. Des nationalismes révolutionnaires (de plus en plus nationalistes, de moins en moins révolutionnaires) qui ne pouvaient finir que par se heurter entre eux. Nous avons effectivement assisté, en 1978-1979 aux deux premières guerres de cette nature.



Disons-le très platement : les révolutions agissantes qui se développent et maintenant se heurtent entre elles, ce sont des nationalismes révolutionnaires, et non pas des processus dégénérés ; mais au contraire des produits vivaces, en pleine expansion, de la plus étriquée des inventions de l'Occident moderne : le nationalisme de masse. Car si le maintien trop prolongé d'une arriération à la campagne « ruralise » la ville, la force du nationalisme révolutionnaire réduit, gangrène le processus internationaliste.

De ce point de vue, tout le courant internationaliste doit balayer devant sa porte et réfléchir sans complaisance sur les réalités inattendues qui questionnent rudement ses convictions de base. Là aussi les comptes ne sont pas apurés, et la libération des esprits et la vérité révolutionnaire décapante doivent manifester leurs exigences.

Roland LEW

#### Post-scriptum (avril 1979)

Il semble se confirmer que la période « libérale » de Teng, celle de l'expression publique d'une opposition ou de réserves à l'égard du régime, est en voie de se terminer ; et aussi que l'incertitude reste grande sur les options économiques. Peu de grands contrats avec l'étranger sont réellement signés actuellement. Et si la tentation de revenir à une économie agricole partiellement familiale est grande, elle se heurte à la résistance de nombreux cadres locaux. De façon générale les directives impulsives de Teng rencontrent un barrage croissant de la part de maints petits et moyens cadres, peu désireux de se faire bousculer, ou incapables d'appliquer les nouvelles directives qui tombent dru du Ciel de Pékin.

#### NOTES

1. Roxanne Witke, *Camarade Chiang Ch'ing*, éd. Laffont, 1978.

2. Tienanmen : le Kremlin chinois.

Voir aussi :

– Bettelheim, *Question sur la Chine après la mort de Mao*, éd. Maspero, 1978.

– Daubier, *les Nouveaux Maîtres de la Chine*, éd. Grasset, 1978.